



Contact presse
Yann VIANO
06 28 08 02 22



Contact presse
Sébastien DELAVOUX
07 61 33 89 12



Contact presse
Jean-Paul HORVILLE
06 61 43 70 31



Contact presse
Alexandre LANGLOIS
06 22 77 85 43

COMMUNIQUE DE PRESSE CGT de la sécurité intérieure: sécurité Euro 2016

Le 23 mai 2016 Bernard Cazeneuve déclarait à propos des stades de foot que les "dysfonctionnements constatés" seront "corrigés sans tarder". En dehors des effets d'annonce où en sommes-nous à quelques heures du coup d'envoi de l'euro 2016 ?

La plaquette publicitaire du Ministère de l'Intérieur :

L'engagement de l'État, ce sont plus de 77 000 personnels du ministère de l'Intérieur mobilisés : **42 000 policiers** dont 20 000 de la sécurité publique, 5 000 de la police aux frontières, 2 000 CRS et 10 000 de la Préfecture de Police de Paris ; 30 000 gendarmes, dont ceux du GIGN et de ses antennes régionales ; 5 200 personnels de la sécurité civile dont **2 500 sapeurs-pompiers** et 300 démineurs. Une partie des 10 000 militaires de l'opération Sentinelle sera spécifiquement affectée à la sécurisation de l'EURO, notamment dans les principales infrastructures de transports. Les agents de l'État ne seront pas les seuls à être engagés dans la sécurité de l'EURO : **13 000 agents de sécurité privée** seront déployés sur l'ensemble de la compétition, ainsi que 1 000 bénévoles des associations de secourisme. Les maires des villes-hôtes pourront par ailleurs mobiliser, s'ils le souhaitent, leurs **effectifs de police municipale pour compléter le dispositif**. Au total, ce sont donc environ 90 000 personnes, agents de l'État, des collectivités locales, personnels de sécurité privée et bénévoles, qui **assureront ensemble la sécurité de l'EURO 2016**.

Derrière cet étalage de chiffre il y a de l'amateurisme que même les différents acteurs ont peine à masquer.

La Police Nationale :

"Les forces de l'ordre seront très mobilisées dans les villes hôtes, non seulement autour des fans zones, mais aussi des stades et des hôtels qui accueillent les équipes participantes, et ne disposeront pas nécessairement des moyens leur permettant d'assurer au même niveau la sécurité dans les nombreuses communes qui souhaiteront installer des écrans géants, même si tout dépendra du lieu dans lequel ils sont déployés", explique le Directeur Général de la Police Nationale.

"Notre objectif est que l'Euro soit une grande manifestation festive, mais nous devons la vérité aux Français. 0% de précautions, c'est 100% de risques, mais 100% de précautions, ce n'est pas le risque zéro.... Nous faisons tout pour éviter une attaque terroriste, et nous nous préparons à y répondre. Plus de 60.000 policiers et gendarmes seront sur le terrain", souligne ainsi Bernard Cazeneuve. Il précise que *"les services de renseignements sont mobilisés depuis plusieurs mois et une cellule d'analyse des risques sera activée 24 heures sur 24 pendant la durée de l'Euro"*.

Mais le problème, comme le révèle une récente enquête Médiapart en 3 parties sur la *"vie quotidienne des services secrets"* (James Bond contre Système D ; la gestion chaotique des sources humaines ; Paperasse et politique du chiffre) c'est que dans les services de renseignements français on cherche à se défaire de ses responsabilités plus que de prévenir une attaque terroriste et surtout on ne donne pas aux agents les moyens de travailler correctement.

L'ancien patron du contre-terrorisme de Scotland Yard estime que la France mise trop sur la présence policière et pas assez sur le renseignement. On est bien d'accord avec lui. Mais nous avons un ministère de l'intérieur, qui pense qu'en disant les choses, elles se feront...

D'ailleurs, pour le ministre de l'Intérieur "l'exercice consistant à pointer des failles avant de démontrer leur existence est extrêmement facile", a-t-il déclaré, affirmant vouloir s'attacher "à la vérité". Bernard Cazeneuve a assuré que la défaillance est "européenne". Ce n'est pas de ma faute c'est celle du voisin...

Sur les 42 000 policiers engagés seulement les 2000 CRS seront en plus. Avec un bonus pour Paris, la 236ème promotion de gardien de la paix (plus de 700 fonctionnaires) aura la "chance" d'être mise entièrement à disposition pour la gestion de l'Euro 2016. Pour l'expérience on repassera !!! Et on ne parle pas de services affectés du jour au lendemain à des missions de sécurisation de l'Euro 2016 avec 0 formation.

Les 39 700 autres policiers seront sur leur affectation habituelle, mais assurant une autre mission que celle qu'ils assurent habituellement. Derrière la com du ministère, on reste à déshabiller Jean pour habiller Jacques.

On passera sur la logistique de ravitaillement des fonctionnaires, car le ministère de l'Intérieur n'a rien prévu pensant que les forces de l'ordre sont des machines !

Les pompiers :

Deux jours avant le début de l'Euro on les prévient qu'ils seront équipés de gilets par balle. Aucun test fait pour savoir comme travailler avec. Une fois de plus **précipitation et effet d'annonce**.

La sécurité privée :

Le ministère de l'intérieur indique que la "sécurité dans les stades, c'est du ressort des organisateurs donc de la sécurité privée" " et se défausse une nouvelle fois de sa responsabilité

Cela entraîne le refus des sociétés leaders du secteur d'assurer la sécurité des fans zones, point de crispation principal du volet sécurité de l'Euro 2016, obligeant les organisateurs à se tourner vers des entreprises plus petites parfois forcées de recruter à tour de bras. Au total, une soixantaine d'entreprises sont mobilisées et quelque 3.000 agents seront affectés aux seules fans zones.

Afin de renforcer les effectifs en vue de l'Euro, une **habilitation express donnant accès à la carte professionnelle d'agent privé a été validée par l'Intérieur fin 2015. Une formation plus courte** que le diplôme classique, au point que le SNES* affirme avoir dû réclamer qu'un module de réaction aux actes terroristes soit ajouté. "Ça a traîné, les formations ont commencé tardivement, fin mars", appuie Duran. Une part des agents sera donc très fraîchement formée. Pour un policier haut placé, cette dramatisation excessive a cependant tout de la stratégie de conquête : "Je pense que les sociétés ouvrent le parapluie pour se couvrir si un drame devait survenir." Il n'en demeure pas moins que les quotas ont été calculés de façon plutôt modeste. 400 agents assureront la sécurité des 90 000 supporters de la fan-zone parisienne, alors que les professionnels considèrent que la norme se situe autour d'un agent pour 100 personnes, soit le ratio appliqué en Pologne lors de l'Euro 2012.

3000 agents de sécurité de l'Euro ont été recrutés dans ces conditions d'urgence. Cette précipitation fait que la DGSI* a détecté 82 personnes fichées comme susceptibles de porter atteinte à la sûreté de l'Etat parmi les employés des sociétés privées chargées de sécuriser l'Euro 2016.

Enfin il n'y a **aucune concertation avec les personnels de terrain de la sécurité privée**. Comme par exemple le nombre d'accès **au stade de France, habituellement 24 accès, mais le "patron de la sécurité" de l'Euro 2016 n'en a voulu que 4**. Forcément cela a créé un énorme goulot d'étranglement ... le public s'impatiente, s'énerve, bouscule ... Après l'organisateur de la manifestation "presse" les palpeurs pour qu'ils aillent "plus vite", pour désengorger, limiter les énormes attroupements ... et calmé (un peu) le public... et hop tout le monde critique les "simples palpeurs" qui on fait des contrôles "sommaires" ... sous la pression des responsables !

Les polices municipales :

"Les maires des villes-hôtes pourront par ailleurs mobiliser, s'ils le souhaitent, leurs effectifs de police municipale pour compléter le dispositif."

Là c'est à la carte. Par contre aucune formation spécifique.

CONCLUSION :

Anticipation 0/20, formation 0/20, coordination entre services 0/20, prévention de la menace 0/20, "ouvrir le parapluie" pour accuser le service voisin en cas d'attentat ou de débordements 20/20 !!! " Qui veut faire quelque chose trouve un moyen. Qui ne veut rien faire trouve une excuse " dit un proverbe.

Pendant ce temps là, le gouvernement n'exclue de nouveaux recours arbitraires face à la colère sociale...

Alors que la France est en proie à une vive agitation sociale, autour de la loi travail Bernard Cazeneuve déclare que : "c'est une possibilité ouverte, dès lors que la sécurité ne peut pas être garantie par la mobilisation des forces de l'ordre".

*SNES : Syndicat National des Entreprises de Sécurité

*DGSI : Direction Générale de la Sécurité Intérieure